la cause du peuple

N°25 novembre-décembre 2015

Le journal le plus classe contre classe !

BANLIEUES: DE LA REVOLTE... A LA REVOLUTION



Air France

Brigades Internationales

Grève à Vinci

Turquie / Kurdistan

l'éditorial

Ce mois-ci, l'actualité c'est bien évidemment les attaques en région parisienne. Au-delà de la tristesse que nous partageons avec les familles et proches des victimes et blessés, nous sommes en colère. En colère contre ce système, l'impérialisme qui engendre d'une manière ou d'une autre la barbarie.

Pour garantir le taux de profit le plus élevé de leurs bourgeoisies, les différentes puissances impérialistes sèment la guerre, la misère, l'exploitation et l'oppression à travers le monde. Pour le contrôle des ressources naturelles, pour l'exploitation de la main d'œuvre « bon marché », pour le contrôle de zones stratégiques, les impérialistes sont prêts à tout. Et cela va jusqu'à provoquer des conflits internes dans les pays qu'ils veulent déstabiliser sous tous les prétextes utilisables (contradictions ethniques, religieuses, économiques…).

Et c'est ainsi que du ventre de la bête immonde sortent ses petits. Rappelons qu'Al Qaida a été formée, financée, armée et entraînée par l'impérialisme US pour combattre le social-impérialisme soviétique en Afghanistan. Boko Haram et autres groupes opérant au Sahel ont largement profité des armes livrées par la France en Libye. De même que le front Al Nosra, via les livraisons d'armes à l'Armée Syrienne Libre, ont augmenté leur arsenal, profitant par la suite à Daech.

Les impérialistes s'appuient également sur des Etats qui financent et soutiennent par différents moyens Daech. En premier lieu la Turquie d'Erdogan qui porte un masque de lutte anti-terroriste mais qui en réalité aide Daech, considérant que c'est un allié de premier plan dans la lutte contre le mouvement de libération nationale kurde et contre l'ensemble du mouvement révolutionnaire en Turquie.

Alors, oui, bien sûr que Daech fait partie de nos ennemis. Mais nous ne nous appuierons pas sur les différentes puissances impérialistes pour les combattre. Ce sont des pompiers pyromanes, leurs interventions ne servent qu'à piller encore plus ces pays et à exploiter et opprimer leurs peuples.

Non, pour nous, la lutte de Daech passe avant tout par la lutte contre l'impérialisme, en renforçant le camp des peuples opprimés, en renforçant le camp de la classe ouvrière, pour faire avancer la lutte de classe sur le chemin de la révolution.

En ce sens, nous apportons notre plus grand soutien aux Kurdes et révolutionnaires de Turquie qui luttent sur le terrain, les armes à la main, contre Daech. Ces hommes et femmes qui se battent contre Daech ne le font pas pour le pillage et l'exploitation des ressources et de la main d'œuvre, ils et elles portent concrètement une alternative qui peut se transformer en alternative révolutionnaire.

C'est pourquoi nous avons choisi de parler également dans ce numéro des Brigades Internationales, à l'initiative de communistes de Turquie, qui rassemblent des combattants et combattantes de différentes nationalités, qui font preuve d'une détermination et d'un dévouement au service du prolétariat et des peuples opprimés de tous les pays, en mettant en pratique l'internationalisme sous sa plus haute forme.

Pour en revenir à la situation plus particulière de la France, les attaques de Daech ont ouvert la voie à la bourgeoisie pour réduire durablement les libertés démocratiques sur le territoire. Hollande veut même modifier la Constitution et faire durer l'État d'Urgence 3 mois. L'État d'Urgence, c'est une marche en dessous du fascisme sous sa forme ouverte.



Pour le moment, les perquisitions, arrestations, gardes à vue, etc. n'ont pas que ciblé les milieux proches de Daech. Des traficants ont été visés, un squat a également été expulsé. Avec de telles mesures anti-démocratiques s'installant dans le temps, qui sera visé la prochaine fois ? Les syndicalistes qui malmènent un peu leur DRH, comme à Air France ? Les ouvriers et ouvrières qui se mettent en grève et qui, on l'entend déjà, mettraient en péril l'économie nationale (le MEDEF, Macron et Valls ont déjà les phrases toutes prêtes au coin de la bouche) ? Les familles et proches des victimes de violences policières parce qu'ils et elles demanderaient des comptes aux flics qui seraient censés être notre « dernier rempart contre le terrorisme » ?

Et dans ce contexte où les attaques fascistes anti-immigrés, anti-réfugiés, anti-musulmans, anti-arabes, anti-roms, etc. se multiplient déjà, tolérera t'on que

sommaire

Lutte de classe

★ Chronique BTP : Verifeme *(p.3)*

★ Grève à Vinci Land *(p.4)*

★ Gueule de bois à Air France *(p.6)*

★ Brèves ouvrières *(p.7)*

★ Manpower dissimule les morts au travail *(p.7)*

★ Les coups tordus de Super U *(p.7)*

International

★ Brigades Internationales *(p.8)*

Résistances

★ Rassemblement hommage aux victimes d'Ankara (*p.10)*

★ Meeting International : les 10 ans de la révolte des banlieues *(p.12)*

★ Nouvelle vague islamophobe *(p.14)*

Imposture

★ Un «communiste» du 21ème siècle (*p.15)*

★ A propos de Glucksmann (*p.15)*

Culture

★ Activités d'automne au Barricade *(p.16)*

sous couvert de lutte anti-terroriste, toute une partie de la population, de nos frères et sœurs de classe, soit rendue responsable des actes d'une bande d'illuminés ? Déjà les politicards de tous bords enchaînent les discours réactionnaires et la surenchère sécuritaire ne s'arrête plus, tous et toutes unanimes qu'il faut soutenir l'impérialisme français dans sa lutte contre le « Mal » qu'il a lui même produit.

Le FN, particulièrement, met l'accent sur le nettoyage des banlieues, désignant les habitants et habitantes des quartiers populaires comme des terroristes en puissance. Cela fait partie de la continuité du discours voulant instaurer la division de notre classe, qui tente de cacher les vrais problèmes en désignant des boucs émissaires. Mais en réalité, ce sont les habitants et habitantes des quartiers populaires qui sont le plus touché par le chômage, la répression, la pauvreté, le racisme, la discrimination. Le FN est à la pointe des attaques anti-populaires et anti-ouvrières.

La fermeture des frontières par le PS ? L'application du programme du Front National…

La situation évolue, et elle n'est pas favorable au prolétaires et aux masses populaires ! C'est pourquoi nous devons redoubler nos efforts pour développer la lutte de classe et avancer sur le chemin révolutionnaire. Le danger fasciste se rapproche, et ce à travers toute l'Europe. Renforçons notre camp, ça devient urgent ! ★

Chronique du BTP
Un patron very, very, Veriferme

Pour cette nouvelle chronique, je vous amène à Ménétrol en Auvergne, mais une fois de plus ce n'est pas de tourisme dont il s'agit mais bien de lutte des classes.

Il était une fois un patron nommé monsieur Vérissimo, gérant de Veriferme, une entreprise du second œuvre basée dans la petite bourgade de Ménétrol, non loin de Riom dans le Puy de Dôme.

Ce cher monsieur n'était pas à plaindre, sa petite entreprise ne connaissait pas la crise. Sauf que voilà monsieur Verissimo était un patron et comme les autres espèces de sa classe, son avidité n'avait d'égal que son mépris pour la condition ouvrière.

Monsieur Vérissimo vivait en France et comme chacun le sait, dans le pays des droits de l'homme (riche), la législation est largement favorable au patronat, permettant même à des bourgeois à la morale douteuse d'exploiter sans aucun problème des ouvriers en détachement et cela dans des conditions de travail plus que précaires.

Sauf que voilà, largement, c'était encore trop peu pour monsieur Verissimo. Il créa donc une entreprise de sous traitance au Portugal nommée Tempo indeterminato afin d'importer en France des travailleurs portugais, contraints par la crise de quitter leur pays et leur famille pour venir servir d'esclaves sur les chantiers de VERIFERME, cela en ne bénéficiant même pas du peu de droits accordés aux travailleurs détachés.

Aujourd'hui, monsieur Verissimo grogne car il s'est fait choper par l'inspection du travail et doit répondre devant les tribunaux de travail dissimulé, ce qui risque de lui gâcher ses fêtes de la noël... Pensez donc ce brave homme, ne pouvant même pas déguster tranquillement en famille le foie gras et tous les bons plats achetés grâce à la plus-value extorquée en exploitant nos frères de classe Portugais poussés sur ces chantiers pourris par un système capitaliste où l'ouvrier n'est qu'une marchandise négligeable au profit de l'enrichissement individuel d'une poignée de parasites...



Trêve de plaisanteries, monsieur Verissimo est un salaud de patron et comme tous ceux de sa classe, ce n'est pas devant les tribunaux douillets de la bourgeoisie qu'il mériterait de rendre des comptes, mais bien face à la vindicte populaire. C'est aux travailleurs qui ont souffert sur ses chantiers, à leurs familles qui en sont des victimes collatérales que revient le droit de juger du sort de monsieur Verissimo.

Pour ce qui est de la sentence il existe plusieurs écoles. Y'a tout d'abord la jambisation a l'italienne, c'est efficace bien qu'un peu démodé. Il existe également le plasticage sauce Corsica ou l'exécution par balle façon Georges Besse, mais ça manque franchement d'imagination et c'est très peu pédagogique.

Mr Verissimo pourrait bien aussi finir en guirlande patronale en haut de nos grues, mais très franchement vu le personnage, nous risquerions d'effrayer le gros barbu qui livre nos cadeaux (pas K.Marx, le père noël).

Je vous propose donc de détacher Mr Verissimo sur un chantier de chez Vinci au Qatar. Il pourrait ainsi participer à la construction d'un stade où des millionnaires iront jouer à la baballe en 2022, piétinant une pelouse tachée du sang des travailleurs du bâtiment... Tout cela bien sûr sous un soleil de plomb et dans des conditions de travail insoutenables comme le font les travailleurs immigrés réduits en esclavage en toute impunité par le groupe Vinci. Mr Verissimo n'a plus qu'à préparer ses valises, son billet d'avion est réservé, c'est en soute qu'il voyagera ! ★

Luttes ouvrières

Grève à VINCI Land

Toulouse, 5h du matin. Un attroupement d'une vingtaine de personnes. Les tenues haute visibilité reflètent la lumière des projecteurs. Tout le monde s'affaire. Des camarades terminent d'attacher les drapeaux aux couleurs de la CGT Construction Bois Ameublement « mort au combat, mort au chantier, rien ne justifie la mort d'un homme ! » autour du rond-point de la Cépière. D'autres ont déjà investi le pont qui surplombe le périphérique et y ont accroché les banderoles. « Accidents du travail, maladies professionnelles, ça suffit : retraite à 55 ans ! », « BTP : non aux salaires low cost ! ».

On dégaine les autocollants et on décore les casques et les baudriers. Les logos des différentes entreprises sont rapidement recouverts.

Qu'on bosse chez Vinci, Eiffage ou ailleurs, qu'on soit maçon, grutier, électricien, peintre ou ouvrier routier, on a tous le même sourire aux lèvres. On se salue, on se reconnait ou on fait connaissance alors que souvent, on ne fait que se croiser sur les chantiers.

Pourquoi la grève gêne le patron ?

Selon la théorie bourgeoise qui dit que le salarié vend son travail au patron et reçoit un salaire équivalent en échange, la grève ne constitue pas un problème puisque comme il n'y a pas de travail, il n'y a pas de salaire. Personne n'y perd ! Or, face à la grève, le patron est bien obligé de reconnaître que sa théorie n'est qu'un mensonge répandu afin d'arnaquer l'ouvrier. L'échange est inégal : le patron ne nous paie en fait qu'une partie de notre travail. L'autre partie, il la met dans sa poche, c'est la plus-value ! Donc sans travail, pas de plus-value pour le patron et c'est pour cela qu'une grève le gêne !

Une autre chose qui dérange le patron, c'est que quand on est en grève, on discute beaucoup plus entre nous, on renforce nos liens, on s'organise !

Enfin, si le chantier n'avance pas, le patron peut être amené à payer des pénalités de retard.

Chacun est fier. Aujourd'hui, on a les yeux qui brillent mais contrairement à d'habitude, ce n'est pas dû à la fatigue. Aujourd'hui, c'est la journée de la dignité ! Marre de bosser sous la chaleur ! Marre de la boue ! Marre de la pluie ! Marre de faire des heures pour enrichir le patron. Marre de s'user au boulot ! Marre de s'épuiser, de prendre des coups pour finir avec le dos en vrac, les épaules foutues, les genoux explosés, les mains déformées ou des douleurs partout : inapte au travail et exclu de la vie !

On se met donc en route vers la cible située à quelques centaines de mètres de là. C'est le chantier Vinci de la fac Jean Jaurès au Mirail, particulièrement emblématique des conditions de travail et aussi de l'extorsion de fonds que constituent les partenariats public-privé (PPP), qui a été choisi pour l'action. L'objectif est de bloquer ce chantier toute la journée.

Devant le poste de garde, on s'organise. Certains tirent des poubelles pour bloquer l'accès principal. D'autres tirent un conteneur de récup verre pour entraver la seconde entrée. Le reste décore le piquet avec les drapeaux avant de commencer à boire les thermos de café. Tout le monde prend ensuite position devant l'entrée. On est maintenant une cinquantaine. On fait bloc en attendant l'arrivée des chefs et des sous-traitants.

On est en place lorsque les premiers camions arrivent pour livrer. Un ou deux s'avancent et expliquent aux chauffeurs qu'aujourd'hui, c'est une journée particulière et qu'ils ne passeront pas. La plupart des chauffeurs comprennent facilement et entament une marche arrière, reculant dans ce qui s'est transformé en impasse. On n'a rien contre eux et on les guide bien volontiers pour les aider à rebrousser chemin.

Les camions pourraient rentrer. En terme de production, ça changerait peu de choses puisqu'on sait qu'aujourd'hui, aucune des cinq grues ne tournera. Tous les grutiers sont en grève. Il n'y donc pas moyen de décharger ces camions. Le blocage est surtout symbolique, histoire de montrer que c'est nous qui avons le pouvoir aujourd'hui et qu'on impose ce qu'on veut.

Après, si tous les grutiers sont en grève, ce n'est pas un hasard. C'est le résultat de l'important travail de préparation des camarades implantés sur le chantier.

Ce travail a été complété par des diffusions de tracts sur ce chantier et sur plusieurs autres, ainsi qu'une intense campagne de mailing et de phoning menée auprès de tous les adhérents du syndicat.

Ce travail a d'ailleurs été tellement bien fait que des ouvriers qu'on n'a plus vu au syndicat depuis longtemps et certains habituellement très éloignés de la CGT prennent part à la grève.

Lorsque les intérimaires arrivent pour embaucher, les camarades d'autres boites les reconnaissent et, après des retrouvailles chaleureuses, leur expliquent la situation. Le morcellement du salariat à travers l'intérim, alors qu'il a été organisé pour casser la solidarité entre les ouvriers trouve ici ses limites. Les intérimaires ont bossé pour tellement d'entreprises différentes qu'on les connait et qu'ils nous connaissent, qu'on s'apprécie. Il n'y a donc peu d'hésitations de leur part. Bref, l'affaire est jouée. On est une centaine. Personne ne travaillera aujourd'hui. Les agences d'intérim les avaient pourtant avertis que s'ils ne rentraient pas sur le



chantier, le jour même, ils prendraient leur feuille d'heures une fois pour toute.

Seulement, là aussi, le terrain est bien préparé et chaque intérimaire a ainsi un numéro de téléphone destiné à nous avertir en cas de répression. La répression, comme annoncé au patron par mégaphone sous les hourras, on la combattra simplement : « si vous touchez à un cheveu d'un intérimaire, lundi, on bloque Airbus ! »

Pendant ce temps, les camarades postés au-dessus de la rocade déclenchent un véritable concert de klaxons en soutien aux slogans inscrits sur les banderoles. Ça fait chaud au cœur !

Un café, une chocolatine et ça repart !

« Notre solidarité est internationaliste, on n'est pas racistes ! »

Nos camarades travailleurs détachés sont accueillis et chacun s'improvise traducteur pour expliquer la situation que Polonais, Portugais et Espagnols comprennent très bien malgré nos faiblesses linguistiques (heureusement qu'on a des plaquettes rédigées dans les différentes langues d'Europe !). C'est aussi l'occasion de rappeler à chacun ses droits à savoir qu'on doit tous être payés selon la convention collective. La seule différence entre les travailleurs détachés et les ouvriers de France, ce sont les cotisations sociales qui sont versées dans le pays d'origine aux taux de celui-ci. Le patron le sait. Seulement, il triche en ne payant pas à la bonne qualification : presque tous les détachés sont déclarés manœuvres ! D'autres font des heures au taquet. En plus, ils sont logés par le patron dans des conditions douteuses uniquement parce qu'il ne veut pas payer les frais de déplacement !

Le patron de l'agence voit bien qu'il n'arrivera à rien alors il va tenter quelques coups de vice.



Profitant d'une hésitation sur le piquet, il commence par dire à une semi d'avancer en faisant croire au chauffeur qu'il n'y aura pas de problème. Mais lorsqu'il arrive au piquet, il y a blocage ! On lui explique la situation, lui ne sait pas comment s'en sortir vu l'étroitesse de la route…. Là-dessus, le patron le convainc d'avancer doucement et qu'on va s'écarter sans résistance. Sauf que c'est hors de question et dès que le camion tousse, les rangs se resserrent ! La tension monte : certains veulent dégonfler les pneus, d'autres désangler le camion pour l'empêcher d'avancer. Un camarade parvient pour sa part à convaincre le chauffeur qu'en cas d'accident, c'est lui qui prendra et pas le patron !

Marche arrière toute ! Victoire !

Second coup de vice, le patron met la pression en disant que ce qu'on fait est illégal. Comme si ça n'était pas illégal de tenter de nous écraser avec un camion, de ne pas payer les heures ou de nous voler nos vies à travers les bas salaires, les conditions de travail de merde, les accidents du travail et les maladies professionnelles !

Il continue et fait venir une huissière qui demande un nom, une réponse fuse : « je suis Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT ! ». Elle répète dans son dictaphone sous un fou rire général ! Pas de risque qu'il soit réellement là, on sait tous qu'il est bien au chaud ! Comme il y a quelques mois, lorsqu'on avait besoin de lui pour défendre la bourse du travail.

Un autre camarade en rajoute : « c'est le samedi et en soirée qu'il faut venir constater le travail dissimulé ! ». Rigolade générale !

Ils ne tenteront plus rien ! Pendant que les grillades cuisent, certains partent à la fac rencontrer des étudiants et des personnels de l'université et poser une banderole « bienvenue à VinciLand ! ».

À midi, le déjeuner est prêt ! L'ambiance est à la joie : le chantier n'avancera pas d'un pouce aujourd'hui !

Comme un camarade le disait tout à l'heure au micro : « on veut pouvoir regarder nos enfants dans les yeux ! »

C'est le cas maintenant !

Après, on sait que les patrons vont se réunir, se préparer pour la suite mais l'unité forgée aujourd'hui dans la lutte est notre plus grande victoire et nous aussi nous allons continuer à nous organiser pour approfondir et élargir le combat. ★



Qu'est-ce qu'un PPP ?

Il s'agit d'un Partenariat Public-Privé. C'est-à-dire que les bâtiments sont payés par une entreprise qui le loue ensuite au client public. Ici, les bâtiments seront loués par Vinci à l'Etat pendant 26 ans pour 15 millions d'€/an auxquels s'ajoutent les frais de la maintenance assurée par Vinci facilities.

Ensuite l'Etat héritera d'un bâtiment en sale état. De son côté, Vinci aura touché environ 500 millions d'€ et l'université aura supprimé les postes d'agents d'entretien.

Luttes ouvrières
Gueule de bois à Air France

2900 suppressions d'emplois, 5 licenciés pour 'fautes graves' et la mort d'une chemise...

Victor Hugo avait dit à propos de l'exécution de l'archevêque de Paris lors de la Commune de Paris, qu'après tout ''un enfant, un enfant... ça vaut bien un archevêque?''. Nous pourrions dire qu'après tout, une chemise, une chemise... ça vaut bien de se faire lever à 6 heures du matin par la PAF (Police aux Frontières), non ? Mais reprenons.

D'après la direction de Air France, il y aurait 2900 employés qui seraient en trop, coûteraient trop cher, seraient là à ne pas trimer assez, à ne pas rendre compétitif leur entreprise. Cette logique, est celle du patronat, d'une classe qui profite de cette crise qui s'éternise, pour en faire bouffer à ceux qui bossent, à ceux qui triment.

Que dire d'Alexandre de Juniac, le grand patron d'Air France, qui clame dans une vidéo qu'il y a 200 ans de code de travail en trop, que la grève est une sottise, qu'il ne faut pas légiférer sur le droit de travail des enfants ? Quoi ? Notre patronat en serait resté au XIXème siècle ? Absolument. Les lois Macron et le discours de Juniac transpirent le XIXème siècle, sentent le mépris de classe.

Se faire arracher une chemise ? C'est plus que légitime, c'est même une saine colère. Sans doute espéraient-ils qu'il n'y aurait que des poignées de mains, des tapes sur le dos et des résignations. Absolument pas. Celles et ceux qui sèment la misère, ne font que récolter en pleine face un monde qui n'est pas le leur, qui est fait de galère, qui nous fait trimer sans arrêt, qui nous impose de la violence constamment.

Et quand, certains osent montrer que la violence peut aller dans l'autre sens, tout s'arrête. Gros plan, caméras du monde entier braqué là dessus. Il n'y aurait donc pas de ''dialogue social'', la CGT et les syndicats refuseraient de voir la réalité. Mais c'est bel et bien ceux qui nous dirigent, qui font semblant de ne pas la voir. Alors, on se met à parler de lynchage. Sérieusement, est-ce qu'ils se rendent compte de ce que lyncher veut dire ? Savent-ils qui était ce brave Monsieur Lynch, spécialiste pour mater des révoltes d'esclaves ? Non, ou alors ils font semblant. Tout est focalisé sur cette scène précise, on tente de nous faire pleurer là dessus. La violence est partout et rien ne peut les protéger de cette dernière. Ce n'est qu'un juste retour des choses.

Alors, Air France peut se gausser d'avoir des difficultés, de dire qu'il y a des problèmes budgétaires, que d'autres compagnies seraient en meilleur état... Sauf que la réalité des faits est tout autre. Croissance de 1,5% dans les activités, achats de nouveaux appareils, etc., etc. Oui, quand Air France ose dire qu'elle connait des difficultés, elle ment ouvertement.

Mais ce n'est pas le mensonge qui est insupportable, c'est le fait de lourder les salariés. Tout le monde a dû voir cette vidéo de cette femme qui interpelle lors du Comité d'Entreprise, les principaux cadres d'Air France. Elle leur dit clairement qu'ils n'ont pas été mis au courant de leur licenciements. En face, il n'y a aucune réaction. Au pire, l'on fait comme si rien ne se passait du tout. Il y a pire que le mépris, il y a l'indifférence.

Alors, il y a eu des échauffourées. Il y a eu une chemise arrachée. Le retour à la réalité pour un grand nombre de personnes. Tout de suite, nous avons vu la fine fleur du gouvernement monter au créneau, expliquer que ces violences étaient condamnables, qu'elles étaient indigne... Le discours habituel de cette ''gauche'' libérale, autoritaire et très XIXème siècle. Pire encore, la répression n'a pas tardé à tomber, avec l'arrestation de 5 agents à 6 heures du matin, plus 16 sanctions disciplinaires. Ce sont des délinquants, ce sont des criminels, ce sont des personnes violentes et qui ont osé s'attaquer à leurs supérieurs. Il y a un siècle, en pleine boucherie impérialiste, l'on fusillait aussi des soldats pour s'être opposé à leurs supérieurs. Époques différentes, méthodes quasi identiques.

Nous le disons : Nous avons raisons de nous révolter. Nous avons raison de répondre par la violence, à une violence sociale silencieuse et non médiatisée. Nous ne devons rien lâcher, nous devons montrer notre solidarité dans la lutte entamée par les camarades d'Air France. Nous devons faire comprendre que nous ne devons plus nous laisser faire, que nous sommes prêts à répondre. C'est un message clair, qu'il faut répercuter dans absolument toutes les luttes. ★



En Bref

Grève chez le n.2 mondial du café

Dans l'usine JDE à Andrézieux-Bouthéon (Rhône-Alpes) qui produit les capsules type Nespresso, les ouvriers et ouvrières ont fait 6 jours de grève par rapport au passage aux 3x8. Quelques promesses ont été faites par la direction, pas sûr qu'elle les tiennent !

Hop ! en grève

A Clermont-Ferrand, Hop !, filiale d'Air France dont ce site est spécialisé dans la maintenance, était en grève le 12 novembre contre le plan de départs volontaire.

Arcelor Mittal et la sécurité...

Randstad a retiré ses intérimaires de l'usine Arcelor Mittal de Dunkerque en raison des défaillances au niveau de la sécurité. Il y a eu 3 morts dans les usines du groupe en 2014...

Fermeture de l'usine Pipelife

Le mot restructuration a toujours une signification différente dans la bouche des patrons et dans la vie des ouvriers et ouvrières. C'est le cas pour l'usine Pipelife à Diors dans l'Inde qui produit des tubes et raccords dont le groupe veut fermer le site. 53 emplois sont menacés...

Débrayage à Renault

Une partie des 1800 intérimaires de l'usine Renault Flins ont fait un débrayage surprise pour protester contre les heures non payées. Leur débrayage a fortement perturbé la production. Courage aux intérimaires, qui subissent toujours le chantage au contrat !

A Euralis, on refuse de se faire plumer !

A Maubourguet où 20 000 canards sont abattus par jour, les salariés du groupe alimentaire Euralis ont fait grève le jeudi 12 novembre au matin. Le mouvement touche les quatre sites du groupe (5000 employés). Les grévistes demandent des revalorisations de salaire. Lors de la publication de ce journal, le piquet de grève tient bon, une centaine d'ouvriers et ouvrières occupent l'entrée d'Euralis, sur la route du Lot à Sarlat.

Manpower dissimule ses salariés morts au travail

Nous avons reçu cet e-mail, accompagné du tract CGT

Camarades,

Au mois de juillet dernier, l'ouvrier immigré Mamadou Traoré est mort sur un chantier de la SADE (groupe Veolia).

C'est seulement grâce au travail de terrain de camarades de la CGT que nous avons apprit ce décès que Manpower cachait depuis 3 mois !

Manpower n'a ni déclaré l'accident de travail mortel, ni informé le CHSCT.

Un rassemblement a eu lieu le lundi 19 octobre devant le siège de Manpower Nanterre pour exiger la vérité et les réparations pour la famille de Mamadou Traoré.

La direction continue à dissimuler le fait que Mamadou travaillait pour Manpower.

Cet événement tragique est un exemple frappant de la condition inhumaine à laquelle le système d'exploitation capitaliste soumet nos frères de classe.. Les camarades immigrés sont surexploités en France, traqués par la police, humiliés et leur vie ne vaut rien devant la recherche du profit.

Restons mobilisés pour exiger de Manpower toute la vérité et leur faire cracher les réparations que le groupe doit à la famille de Mamadou.

Le sang ouvrier ne sera vengé que lorsque les capitalistes et leur pouvoir d'Etat seront renversés ! ★



Les coups tordus de Super U

A Thourotte, dans l'Oise, les salariés et ex-salariés du Super U ont manifesté devant le magasin et l'ont envahi malgré les vigiles et gendarmes présents.

« A l'ouverture du magasin, nous étions une centaine de travailleurs. Dès les premiers mois, la direction a mis fin au contrat d'une quarantaine de collègues avec pour motif « fin de période d'essai », a dénoncé Sabah El Hadouchi, déléguée CGT. «Depuis plus de six mois, une seconde vague de licenciements a été mise en place par la direction, mais cette fois-ci pour faute. »

Un salarié raconte : « On m'a accusé d'avoir caché une palette de produits frais dans un local. Mais c'est faux, je n'ai rien fait. On m'a convoqué et accusé d'avoir frappé le responsable du rayon frais. J'ai dû rendre les clés. Pour venir ici, j'ai démissionné de mon ancien poste. A 50 ans, je me retrouve sans emploi. J'ai tout perdu. » Un autre : « Ils veulent que les salariés travaillent 50 heures par semaine au smic. Je n'étais pas d'accord. Et là, les ennuis ont commencé pour moi. »

Le directeur, Eric Delismele, avait refusé de s'entretenir avec une salariée, qui a tenté de mettre fin à ses jours sur le parking de Super U en septembre dernier.

Encore une belle ordure ! Courage aux Camarades de Super U ! Faites lui en baver ! ★

Brigade Internationale de Libération
La lutte contre l'impérialisme et Daech les armes à la main

Une Brigade Internationale de Libération a été fondée à Rojava

Rojava a été témoin de l'ouverture d'une nouvelle position militaire à caractère international. La fondation de la Brigade Internationale de Libération a été annoncée aujourd'hui lors d'une cérémonie [10 juin 2015].

La Révolution de Rojava a été d'une part un exemple historique de résistance et a d'autre part joué un rôle unificateur pour la lutte internationale des peuples.

Alors que le nombre d'individus et d'organisations venant de pays et de peuples différents dans le monde se multipliaient de jour en jour pour protéger la Révolution de Rojava, eux, ont fait gagné une nouvelle position avec l'ouverture de la Brigade Internationale de Libération pour la révolution internationale de la lutte.

L'ouverture de la brigade a commencé par une cérémonie militaire. Une conférence de presse a ensuite eu lieu. Durant la cérémonie, des banderoles écrites en kurde, en arabe, en turc et en anglais ont été déployées où étaient inscrit : « Vive la Révolution de Rojava ! ».

Avec le MLKP, qui depuis plusieurs temps préparait cette brigade, d'autres organisations y prennent part également : l'Organisation pour la Construction d'un Parti Marxiste Léniniste en Espagne, le TKP/ML / TIKKO [Parti maoïste et son Armée Ouvrière et Paysanne de Libération de la Turquie], les Forces Unies de Libération (BÖG) et le MLSPB. À côté de ce front révolutionnaire, beaucoup de révolutionnaires circassiens [du Caucase], grecs, turcs, allemands et arméniens participent également à la brigade.

Lors de la conférence de presse de la Brigade Internationale de Libération, les portes-paroles ont prononcé une déclaration, celle en turc a été faite par Arya Yeter et celle en anglais par Ernesto Beimler.

Rojava est aujourd'hui la Commune de Paris, Madrid et Stalingrad

Dans la déclaration, l'accent était mis sur le fait que la Révolution de Rojava est une révolution qui est actuelle. Il a été notamment dit : « Rojava est aujourd'hui : la Commune de Paris assiégée par l'Allemagne, Madrid en pleine guerre civile en Espagne, Stalingrad durant la deuxième guerre mondiale ».

Alors qu'elle spécifiait que la révolution a changé l'équilibre des forces dans la région, la déclaration portait l'attention sur le fait que Rojava était le cœur des révolutions du monde et le symbole de la résistance des peuples opprimés.



Alors qu'il était souligné que cette révolution était une révolution des femmes, l'évaluation suivante a été faite : « contre le monde patriarcal et réactionnaire, une grande volonté des femmes a émergé et ceci est devenu un symbole ».

Dans la déclaration, il était indiqué que « les révolutionnaires du monde entier ont tourné leur tête vers le Moyen-Orient. Ils ont accepté la mission et la responsabilité historique de défendre la Révolution de Rojava et d'approfondir sa raison d'être. Ils n'ont pas hésité une seconde à venir combattre au front, à faire couler leur sang ainsi qu'à mourir pour la victoire. »

"Nous vous appellons à lutter et à remporter la victoire"

La déclaration poursuit :

« Nous, qui nous battons en tout lieu à Rojava, donnons des martyrs et portons la bannière de la résistance.

Nous qui nous battons à l'avant-garde du front contre l'impérialisme et les réactionnaires.

Nous, peuple qui vivons au Kurdistan et menons la révolution de Rojava, sous le drapeau du YPG et YPJ, nous, combattants de toutes nationalités, ouvriers, exploités, femmes et révolutionnaires internationalistes.

Nous, espagnols, allemands, grecs, turcs, arabes, arméniens, laz, circassiens, albanais, organisations et forces internationalistes et révolutionnaires venant des quatres coins du monde entier, nous nous sommes unis pour défendre la révolution de Rojava.

Travailleurs, ouvriers, femmes, jeunes et gens de différentes religions et identités, écologistes, anti-impérialistes, anti-fascistes, anti-capitalistes, démocrates et révolutionnaires du monde entier : nous vous appelons tous à défendre la

révolution de Rojava, à gagner encore plus de droits, pour lutter et remporter des victoires pour étendre la révolution du Moyen-Orient pour élargir la fraternité entre les peuples sous le drapeau de la Brigade Internationale de Libération. »

Suite à cette déclaration, le porte-parole a répondu aux questions des journalistes.

La brigade sera sur le front

La brigade a répondu à une question qu'en tant que "brigade en mouvement", elle sera sur tout les fronts défensifs.

Les combattantes internationales ont expliqué : «DAESH met en place des politiques sexistes (antiféminines). Notre révolution est une révolution féminine. L'objectif des actions de DAESH est d'essayer de detruire les droits que les femmes ont gagné par cette révolution. C'est pour cette raison qu'en tant que femmes, nous nous devons de la défendre avec hargne. Par conséquent, ceci est un appel aux femmes du monde : les femmes dans cette révolution doivent defendre leurs libertés. »

Les anarchistes grecs :
« Nous sommes ici pour montrer notre solidarité avec la révolution »

L'anarchiste grec et combattant de la brigade Odisef à declaré : « Nous sommes ici pour montrer notre solidarité avec la révolution qui se déroule à Rojava sur un plan politique et pratique. La lutte contre DAESH n'est pas limitée à combattre contre le fascisme croissant qui est representé par les forces réactionnaires locales du Moyen-Orient. DAESH est un symbole de la pourriture liée à la crise du capitalisme et de l'impérialisme.»

Les communistes espagnols :
«Une nouvelle porte s'est ouverte»

Paco Arcadio a déclaré au nom de l'Organisation pour la Construction d'un Parti Marxiste Léniniste en Espagne qu'aujourd'hui une nouvelle porte s'est ouverte avec la Brigade Internationale de Libération : « C'est un honneur pour nous de faire partie de ce projet. Parce que cela unira tous les révolutionnaires internationaux ensemble dans cette lutte contre DAESH.»

Arcadio, a declaré que DAESH a été établi par les forces impérialistes contre la souveraineté du peuple kurde, affirmant : « Ceux de la classe ouvrière internationale qui le peuvent doivent prendre part activement à cette guerre. Non seulement à cette lutte contre DAESH, mais ils doivent également s'impliquer dans le processus révolutionnaire de Rojava. Tout comme en 1936 en Espagne, en 1942 en Stalingrad, encore une fois, les peuples de la classe ouvrière de toutes les nationalités doivent venir pour la victoire de cette révolution. Pour soutenir Rojava et pour lutter pour la révolution dans le monde entier. Pour cela, nous devons de toutes nos forces prendre part à cette lutte. »

L'ouverture a pris fin avec le slogan "Vive la lutte internationale" et avec un grand intérêt des médias. ★

Publié sur le site Nouvelle Turquie - Actualités révolutionnaires de Turquie et du Kurdistan / traduction légèrement éditée

Face à Daech, soutenons le Bataillon International de Libération au Rojava

Appel lancé par le Secours Rouge de Belgique



Au coeur du Moyen-Orient, les populations du Rojava (Kurdistan syrien) se sont soulevées depuis deux ans contre les forces réactionnaires qui oppressent la région depuis des décennies. Après avoir libéré le Rojava de l'État Islamique, les habitants du Rojava et les nombreux révolutionnaires étrangers qui sont venus les soutenir inquiètent à présent les impérialistes américains et l'OTAN, ainsi que les régimes réactionnaires et fascistes du Moyen-Orient : la Turquie, l'Arabie Saoudite et l'Iran. Tous à présent interviennent par bombardements ou ingérence, reproduisant les stratégies qui ont abouti à la création des nombreux groupes islamistes comme l'Etat Islamique, al Qaïda ou le front al-Nosra, des golems qui ont échappé au contrôle des pays capitalistes qui les ont façonnés.

Que ce soit par les attentats meurtriers, par les bombardements de civils, par les arrestations massives de militants révolutionnaires, par les attaques permanentes contre les guérillas populaires ou par les marchandages capitalistes, les ennemis du peuple ont bien du mal à arrêter la lutte de libération qu'ont entreprise les populations du Rojava, du Kurdistan et de tout le Moyen-Orient, et particulièrement les femmes armées du Rojava qui sont le pire cauchemar des islamistes.

La Turquie en a décidé autrement. Après s'être entourée de ses alliés habituels et historiques : USA, OTAN, Union Européenne, ONU, social-démocrates et régimes réactionnaires, elle a entrepris une large campagne de répression à travers les territoires kurdes en Turquie, en Irak et en Syrie, avec pour objectif prioritaire de saboter les ambitions révolutionnaires des peuples opprimés du Rojava.

Aidons le Bataillon International de Libération qui regroupe des combattants communistes, anarchistes et antifascistes venus défendre le Rojava dans l'esprit des Brigades Internationales dans l'Espagne de 1936. Apportons leur un soutien politique et matériel en finançant une centaine de pansements hémostatiques. 60 % des blessés par balle meurent d'hémorragie en attendant d'être pris en charge : ces pansements stoppent l'hémorragie rapidement et coûtent 40€ l'unité. **Participez à cette récolte en envoyant vos dons au compte BE09 0016 1210 6957** avec la communication 'Rojava'.

Solidarité Révolutionnaire avec le Rojava ! Soutenez le Bataillon International !

Soutien à la lutte révolutionnaire des peuples du Rojava et d'ailleurs, contre les islamistes, les USA, l'OTAN et les états réactionnaires !

Groupes participant à la campagne : Secours Rouge, Alternative Libertaire BXL, Sosyalist Kadınlar Birliği, Iranian Youth Committee Belgium, Belçika Göçmenler KolektifiS

Clermont-Ferrand
Rassemblement en hommage aux victimes d'Ankara

C'est un samedi à Ankara que démarre une manifestation à l'appel des centrales syndicales et des organisations démocratiques et révolutionnaires turques et kurdes. Les gens sont rassemblés pour manifester contre la guerre criminelle que mènent l'AKP et Erdogan contre le peuple kurde, bombardant, massacrant civils et combattants. C'est ce 10 octobre que 2 bombes ont explosé en plein milieu des cortèges de Partizan et de HDP. Juste après les explosions, la police turque a attaqué les manifestants meurtris au canon à eau et au gaz lacrymogène, tirant même en l'air à balles réelles pour disperser la foule. Ce sont près de 130 camarades qui sont morts en martyr lors de ce massacre, où l'implication de l'État fasciste turc n'est plus à prouver.



Ankara


Clermont-Ferrand



Lyon

Des manifestations ont eu lieu au Kurdistan et en Anatolie, mais également dans le monde entier, face à la barbarie de cette attaque.

À Clermont-Ferrand, la CARA et le Bloc Rouge ont appelé à un rassemblement de solidarité avec les camarades victimes de cet attentat. C'est un samedi, le 17 octobre, qui est également l'anniversaire du 17 octobre 1961 date à laquelle les manifestants algériens avaient été massacrés et jetés dans la Seine par la police fasciste de Papon et le pouvoir gaulliste.

Ce 17 octobre 2015, sur la place de Jaude, nous sommes une cinquantaine, mais… stupeur, en face, les fascistes, les soutiens de l'AKP, sont 70. 70 fascistes qui viennent troubler l'hommage en jetant des pétards et des projectiles sur la foule (dont des enfants en bas âge), 70 fascistes avec lesquels en réaction nous nous retrouvons face à face, puis séparés par les flics.

À la suite de ce rassemblement, les volontés parmi les participants sont fortes pour pouvoir s'organiser, lutter pour soutenir les camarades kurdes et les révolutionnaires de Turquie. C'est ainsi dans les semaines qui suivent que se crée en Auvergne le Comité de solidarité avec le peuple kurde et les mouvements progressistes de Turquie. La première initiative du comité est de participer à la manifestation du 1er novembre à Lyon, pour la fête de Kobane, nous sommes sur place une vingtaine de représentants du pays des volcans.

Quand à Clermont-Ferrand, la première initiative sera le mercredi 2 décembre, lors d'une projection/débat à la fac de lettres (29 boulevard Gergovia), où nous commencerons la levée de fonds pour soutenir les camarades.

Soyons-y nombreux !

Rejoignons en masse le Comité de Solidarité avec le Peuple Kurde et les Mouvements Progressistes de Turquie ! ★

Plateforme du Comité de solidarité avec le peuple kurde et les mouvements progressistes de Turquie

Nous affirmons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à lutter pour leur indépendance, dans cette logique, nous soutenons la lutte de libération nationale du peuple kurde.

Nous soutenons les peuples qui luttent pour une société plus juste et humaine et pour le renversement d'un état qui les opprime. C'est pour cette raison que nous soutenons les mouvements progressistes et révolutionnaires de Turquie qui luttent contre le gouvernement fasciste AKP.

Le pouvoir fasciste turc ne cesse de réprimer les révolutionnaires et progressistes de Turquie.

Sachant qu'il ne pourrait pas survivre à la force d'un mouvement conséquent face à lui, le gouvernement de l'AKP tente d'étouffer l'essor des mouvements protestataires en les écrasant et en les massacrant. Dans cette idée, l'AKP lance un message aux peuples « ne vous opposez pas à l'État ».

Mais pour l'heure, nos camarades ne courbent pas l'échine, ne se soumettent pas et continuent le combat. C'est notre devoir à tous, de partager ce combat, de faire vivre la solidarité internationale.

Nous sommes solidaires face à la répression de l'état turc sur le PKK, les progressistes et révolutionnaires de Turquie.

Nos camarades ont été massacrés à Suruç (33 morts) et Ankara (128 morts) lors d'attentats où la responsabilité de l'AKP n'est plus à prouver. L'AKP et DAESH sont unis pour briser le mouvement de libération nationale kurde et les organisations révolutionnaires de Turquie. Parmi les responsables de l'attentat d'Ankara figurent même des membres de l'AKP. Mais face à tant de barbarie, nos camarades ont su garder levé le drapeau de la lutte.

Nous dénonçons les massacres perpétrés par l'AKP en Turquie, par DAESH en Irak, en Syrie et au Kurdistan, mais nous pointons également du doigt la responsabilité des puissances impérialistes (France, États-Unis, Russie, Angleterre,…) dans la montée des fascismes et des obscurantismes dans la région.

Les impérialistes sont complices et soutiennent la répression en Turquie, notamment par le biais de l'OTAN qui a affirmé « le droit de la Turquie à lutter contre le terrorisme », c'est-à-dire réprimer tous les mouvements allant contre leurs intérêts.

De plus, le PKK et des organisations révolutionnaires sont sur la liste des organisations « terroristes » des États-Unis et d'autres pays européens.

Les impérialistes soutiennent le régime fasciste turc jusqu'à persécuter sur leur propre sol les révolutionnaires en exil. Les arrestations des militant-es de l'ATIK (Confédération des Travailleurs de Turquie en Europe) en sont un des derniers exemples.

Quand DAESH et Erdogan attaquent les mouvements progressistes et révolutionnaires de Turquie et le mouvement de libération nationale kurde, ils attaquent les progressistes et les peuples opprimés du monde entier. La solidarité internationale est une lutte à mener et nous ne laisserons jamais massacrer nos camarades sans réagir.

Halte à la répression et aux massacres en Turquie !

Vive la lutte de libération nationale du peuple kurde !

Soutien à la lutte du Rojava !

Vive la lutte de nos camarades progressistes de Turquie pour un changement de société !

Solidarité face à la répression de nos camarades de Turquie et du Kurdistan en Europe !

Non aux interventions impérialistes (France, États-Unis, Russie…) !

Notre démarche :

★ Information sur Rojava, notamment sur les avancées au niveau des droits des femmes, des droits des peuples

★ Information sur la lutte de libération nationale au Kurdistan

★ Information également sur ce que défendent les progressistes de Turquie

★ Organisation d'événements (projections, concerts, débats…) et récoltes de fonds

★ Soutien aux campagnes internationales de solidarité avec les progressistes et les révolutionnaires de Turquie et le peuple du Kurdistan

Meeting International
10 ans de la révolte des banlieues

Voici des extraits de l'intervention du Bloc Rouge au Meeting International pour les 10 ans de la révolte des banlieues.

Pour nous, maoïstes, la révolte des banlieues de 2005 fait partie des évènements marquants de l'histoire des mouvements populaires de notre pays. Et même au-delà, puisque cette révolte a fait la Une des journaux de tous les pays du monde.

Bien des choses ont été dites sur la révolte des banlieues, et notamment beaucoup de conneries. Ce qui n'est pas si étonnant vu que c'est le message de l'appareil idéologique bourgeois qui est dominant, au travers entre autres des radios, journaux et programmes télé.

Pour nous, la révolte des banlieues de 2005 c'est avant tout la jeunesse prolétaire de notre pays qui relève la tête. Les luttes dans les quartiers populaires, y compris sous la forme violente, ne sont pas nouvelles.

Mais en 2005, il y a une extension à tout le pays. Le soir même où Zyed et Bouna décédaient à cause des flics, la révolte éclatait à Clichy-sous-Bois/Montfermeil. Au bout de quelques jours, elle s'étendait à la Seine-St-Denis, puis à l'ensemble du territoire. Et partout où la révolte éclatait, c'était dans les quartiers populaires, majoritairement situés en banlieue des centres urbains.

Comme Mao l'a dit : « Là où il y a oppression, il y a résistance ». Et il faut bien voir qu'en France, les quartiers populaires sont les endroits où il y a le plus d'oppression et les usines et entreprises là où il y a le plus d'exploitation.

On ne peut pas déconnecter les deux quand on parle des quartiers populaires, car 40% de la population active est strictement ouvrière (sans compter les ouvriers et ouvrières au chômage) et environ 35% est employée (principalement employés administratifs et dans le service aux personnes).

Le chômage y est 2,5 fois plus important que sur le reste du territoire, atteignant jusqu'à 45 % chez les jeunes.

Les foyers y sont moins motorisés qu'ailleurs ce qui est pénalisant pour l'accès à l'emploi, les formes d'emploi précaires (temps partiel, CDD, emplois aidés, intérim) y sont plus importantes que sur le reste du territoire.

Le revenu par ménage est inférieur de 1200€ à l'ensemble du territoire.

Le taux de pauvreté y est 3 fois plus important.

Et ce ne sont que des chiffres, qui ne peuvent pas traduire la réalité. Par ce que si la question du travail est essentielle, il faut aussi voir les aspects de l'oppression quotidienne.

Il y a d'abord le logement. Depuis de nombreuses années, la bourgeoisie chasse les prolétaires des centre-villes afin de mener des opérations immobilières juteuses. C'est pourquoi la plupart des quartiers populaires de France se trouvent en banlieue des centre-villes.



En région parisienne, l'offensive s'étend maintenant à la petite couronne où les « éco-quartiers » fleurissent, de Montreuil à Gennevilliers en passant par Saint Ouen. Ces projets de « réhabilitation » comme ils les appellent sont avant tout des pompes à fric. Avec ces nouveaux quartiers, souvent liés à l'arrivée de nouvelles ligne de métro ou de tram, il s'agit de chasser les pauvres encore plus loin. Pour la bourgeoisie, il vaut mieux avoir des locataires qui payent un loyer élévé! Leur préocupation n'est pas que chacun et chacune ait accès à un logement digne.

D'ailleurs, dans les quartiers populaires, les bailleurs laissent se dégrader les barres et les tours, où il n'y a plus d'ascenceurs, des difficultés pour le chauffage et même l'eau courante. Les quartiers sont laissés à l'abandon. Et quand il y a une « rénovation », ils en profitent pour augmenter les loyers.

Le logement dans les quartiers populaires est donc une des grosses problématiques quotidienne.

Les difficultés économiques et de logement sont particulièrement grandes pour les femmes des quartiers populaires. Il y a plus de familles monoparentales (dont 90 % sont des femmes) et elles y sont particulièrement touchées par le chômage (50%). Quand elles arrivent à trouver un travail, c'est la plupart du temps dans des conditions très précaires, avec des horaires décalées, des temps partiels, etc. Et comme dans le reste de la société, elles subissent une oppression supplémentaire, celle du patriarcat qui place les femmes dans une position dominée au sein de la société.

Dans les quartiers populaires, il y a aussi le racisme. Les personnes immigrées ou issues de l'immigration y sont plus nombreuses que dans le reste du territoire (2,5 fois plus). Il y a donc une discrimination supplémentaire, qui est parfois même géographique. Combien d'habitants des quartiers populaires cachent leur vraie adresse sur les CV ? Sinon, on sait bien que le CV ne sera même pas lu. Sans compter les patrons qui « cherchent du BBR » (Bleu-Blanc-Rouge). Un de nos Camarades l'a entendu alors qu'il cherchait un apprentissage.

Et avec les difficultés économiques et le racisme vient se rajouter le harcèlement policier qui se transforme en crimes policiers.

Dans les quartiers, le harcèlement policier

est quotidien. Contrôles au faciès, insultes, provocations, arrestations arbitraires, fausses accusations,… Les flics sont bien contents d'arrondir leur fin de mois avec les outrages qu'ils collent à tout va !

Combien sont tombés sous les balles de la police ou lors d'une prise en chasse ? Et la police s'en sort à chaque fois, épaulée par le gouvernement et ses ministres, avec l'aide de la Justice bourgeoise. Et bien sûr grâce à son syndicat pourri Alliance.

Le harcèlement policier et leurs crimes, c'est ça le vrai visage de l'État dans les quartiers.

Alors voilà, quand on vient d'un quartier populaire, qu'est ce que la société a à nous offrir ? Dans quel avenir peut on se projeter ? Clairement, dans le cadre de cette société, c'est bien mince ! La révolte est donc une première réponse.

Les maoïstes ont dès le début soutenu cette révolte. Parce que cette révolte c'est l'explosion de la contradiction entre l'État bourgeois et la jeunesse prolétaire des quartiers. Et nous avons soutenu cette révolte parce qu'elle a utilisé le meilleur moyen pour lutter contre la bourgeoisie et ses chiens de garde : la violence.

Nous n'avons pas fait partie de celles et ceux qui ont dit que la révolte avait des bases justes mais qu'elle ne s'exprimait pas correctement.

Nous n'avons pas fait partie de celles et ceux qui ont voulu canaliser la révolte vers les urnes, en transformant les cocktails molotov en bulletins de vote.

Nous sommes celles et ceux qui ont affirmé qu'on avait raison de se révolter ! Malgré nos faibles forces, nous sommes allés là où la jeunesse se révoltait. Nous étions là le lendemain où les flics avaient envoyé des lacrymos dans la mosquée à Clichy-sous-Bois. Ce que nous avons pu faire pour soutenir la révolte, nous l'avons fait.

Nous continuons sur cette route encore aujourd'hui en désignant la bourgeoisie impérialiste comme étant notre ennemi n°1.

Pendant et après la révolte, il y a eu une répression massive avec 3000 arrestations et 600 incarcérations.

Les politicards de tous bords ont alors fait leur liste de « solutions » pour les banlieues, alliant répression avec promesses de fonds.

Nombre d'associations et partis ont fait campagne pour ramener la révolte au coeur des urnes, en disant qu'un bulletin de vote vaut 10, 100 ou 1000 cocktails molotov. Nous, on pense le contraire.

Au niveau international, la révolte des banlieues de 2005 est à mettre en parallèle avec les révoltes similaires qui se sont déroulées dans les pays impérialistes. On parle de l'Anglettre en 2011 où la révolte est partie des quartiers populaires de Londres. On parle aussi des Etats Unis avec Ferguson, New York ou Baltimore où des révoltes ont éclaté contre les crimes policiers, en particulier les crimes policiers contre les afroaméricains.

On voit que les quartiers populaires sont des foyers de révolte, et ce à travers le monde.

En tant que communistes maoïstes, nous ne pouvons pas regarder les révoltes se passer et se contenter de les commenter. Nous devons avant tout les soutenir activement par tous les moyens possibles.

Ensuite, nous devons continuer de cibler les quartiers populaires comme étant des lieux d'intervention et d'implantation, car nous les considérons comme des zones où le potentiel révolutionnaire est important.

Pour nous, l'usine ou le chantier sont des lieux où nous intervenons car la classe ouvrière est la classe révolutionnaire qui abattra le capitalisme. Mais le lieu de vie de la classe ouvrière est tout aussi important, et les quartiers populaires sont avant tout des quartiers ouvriers.

Faire du travail communiste, c'est nous emparer de chaque problème du quotidien. Nous devons développer une politique d'intervention sous le mot d'orde «SERVIR LE PEUPLE», être capables d'amener des solutions concrètes à des problèmes concrets et pas simplement de la palabre et du papier.

Aussi, nous devons continuer la lutte contre les violences policières et les crimes policiers.

Ce travail quotidien qui doit être le notre prend place dans la stratégie révolutionnaire de la Guerre Populaire. La Guerre Populaire, c'est la voie de la classe ouvrière et des masses populaires pour prendre le pouvoir, faire tomber l'État bourgeois.

Et la révolte des banlieues a démontré la capacité combative de la jeunesse prolétaire. La révolte des banlieues est ainsi un prémisse de la Guerre Populaire.

Mais pour aller sur le chemin révolutionnaire, il faut passer de la révolte à la révolution. Et c'est là la première tâche des communistes. C'est le travail d'organisation, long et patient, où les communistes doivent faire leurs preuves. Et ça, c'est avant tout dans la pratique que ça se voit. Sans pratique, la meilleure théorie révolutionnaire ne pourra jamais rien changer.

C'est dans cette voie que nous sommes engagés et que nous allons continuer à avancer. Les difficultés, les erreurs et les échecs nous rendront plus forts.

Au final, la révolte des banlieues est avant tout porteuse d'espoir, c'est un remède contre la résignation.

Aux côtés des grèves ouvrières et des mouvements de masse, la révolte des banlieues est une composante du mouvement révolutionnaire qui balaiera la bourgeoisie et mettra en place un système au bénéfice de la classe ouvrière, du prolétariat et des masses populaires, aux côtés des exploités et opprimés du monde entier.

Vive la révolte des banlieues !

Faisons tout pour passer de la révolte à la révolution ! ★



Antifascisme

Nouvelle vague raciste et islamophobe en France

Nous refusons que la solidarité avec les victimes des attentats et leurs proches soit le prétexte à des actes racistes et islamophobes, comme cela avait déjà été le cas après les attentats à Charlie Hebdo.

Nous condamnons l'amalgame entre terroristes et migrants ou réfugiés, encouragé par les mesures démagogiques de l'Etat (comme le contrôle des frontières) tout comme la récupération politique de ces événements tragiques pour effectuer un nouveau tour de vis sécuritaire (loi renseignement bis après janvier, état d'urgence aujourd'hui).

Nous ne nous reconnaissons pas dans l'union sacrée, les discours va-t-en-guerre, et le regain de nationalisme sur lequel surfent les grands groupes de communication (ainsi la déferlante de profils "bleu-blanc-rouge" encouragée par Facebook).

Car ces idées patriotes, islamophobes ou plus largement xénophobes, agitées depuis des mois par la classe politique ont des conséquences qui se traduisent en actes de violence sur le terrain.

En région parisienne :

A Créteil, « une dizaine de croix et marques réalisées à la peinture rouge sang ont été découvertes ce samedi matin (14 novembre), à 5 h 30, par les fidèles musulmans qui se rendaient à la première prière dans la mosquée Sahaba, située à l'angle de la rue Jean-Gabin et de la voie d'accès à la route de Choisy. Apposées sur le sol, les murs, les panneaux d'indication, le menu du restaurant de la mosquée ou encore le parking adjacent, ces croix et marques rouges dégoulinantes n'étaient pas encore sèches lorsque les premiers fidèles sont arrivés à l'aube. »

Ailleurs en France :

A Lille, dans le Nord-Pas-de-Calais, où 500 personnes défilaient, une quinzaine de militants du Front national, portant des drapeaux tricolores, ont scandé : "Expulsons les islamistes" et fait éclater des pétards. Plusieurs manifestants les ont alors repoussés, en criant "Dehors les fachos", et les ont hués, avant qu'une quinzaine de CRS s'interposent en formant un cordon de sécurité, selon l'AFP.

A Pontivy, dans le Morbihan, le parti d'extrême droite breton Adsav a manifesté contre les migrants, réunissant 150 personnes au cri de « Breton, ouvre les yeux, ferme ta frontière ! » Un passant d'origine maghrébine a été frappé au sol par un groupe de militants d'extrême-droite.

A Metz, en Moselle, une dizaine de militants identitaires ont perturbé le recueillement d'un demi-millier de personnes devant le monument aux morts avec des pétards, des fumigènes et une banderole proclamant "Expulsons les islamistes".



A Reims, dans la Marne, un groupe d'une dizaine de personnes a perturbé l'hommage aux victimes. Il s'est positionné devant la cathédrale avec une grande banderole sur laquelle on pouvait lire : « On est chez nous islamisation hors de notre nation » en criant et en faisant des saluts nazis.

Nous restons également vigilants sur les actes de violence xénophobes :

A Cambrai, dans le Nord, le conducteur d'une voiture a tiré sur un homme d'origine turque, parce qu'il "avait une couleur de peau qui ne convenait pas au tireur", a indiqué le parquet.

A Barantin, en Seine-Maritime, un kebab a été vandalisé et des pierres ont été jetées sur la voiture de livraison et la vitrine.

Plusieurs mosquées ont également été vandalisées.

A Aubagne, près de Marseille, une tête de sanglier a été accrochée sur les grilles de la mosquée de la ville.

A Oloron, dans les Pyrénées-Atlantiques, des tags d'extrême droite faisant référence à la LVF, un groupe militaire collaborationniste de la seconde guerre mondiale, ont été écrits sur une boucherie halal et la mosquée de la ville.

A Pontarlier, en Franche-Comté, une croix gammée, et des tags « La France aux Français » et « Libéré la Gaule » ont été découverts sur les murs de la mosquée de la ville, déjà vandalisée à plusieurs reprises dans le passé. Du jambon a aussi été déposé devant le lieu de culte.

A Brest, dans le Finistère, dans la nuit de dimanche à lundi, deux coups de feux ont été entendus à proximité de la mosquée du quartier de Pontanezen, rapporte France Bleu Bretagne, citant la police.

A Evreux, en Haute-Normandie, ville qui ne dispose pas de mosquée, des tags racistes « Mort aux musulmans », « la valise ou le cercueil » ont été inscrits sur la façade de la mairie et en différents endroits de la ville, a rapporté la municipalité samedi 14 novembre.

Ailleurs dans le monde :

Aux Pays-Bas, plusieurs mosquées ont également été la cible d'actes de malveillance, comme à Bergen-op-Zoom et Rosendael.

En Allemagne, un centre d'hébergement pour réfugiés qui devait ouvrir jeudi a été incendié.

A Peterborough, au Canada (Ontario), la mosquée de la ville a été touchée par un incendie, vraisemblablement d'origine criminelle. ★

Sources : Le Monde, Le Parisien, France Bleu, le Midi Libre, le Républicain Lorrain, l'Est Républicain, Ostsee Zeitung, Confisionnisme.info, Europe 1, France 3, L'Express, l'Union, le Nouvel Obs...

Publié sur le site Paris-Luttes.Info - édité pour publication - mis à jour au 18 nov.

Faux amis & vrais ennemis
Un "communiste" du 21ème siècle !

Avec Pierre Laurent, en avant dans "un effort d'invention extrêmement profond pour penser des solutions dans un monde très différent " !

Dans Libération, Pierre Laurent le secretaire national du Parti "Communiste" Français nous apprend ce qu'est être Communiste du 21ème siècle.

Les seules références historiques sur lesquelles Pierre Laurent s'appuie pour développer sa nouvelle synthèse, c'est « la sécurité sociale créée à l'initiative d'un ministre PCF » qui est pour lui « une idée profondément communiste ».

Avec Pierre Laurent, on ne parle plus une seule seconde de révolution, mais on dit que « prélever à la source une partie des richesses pour la consacrer au bien-être social des populations, c'est communiste ! ». C'est là une ligne politique très grave, elle sous-entend que les intérêts de la bourgeoisie et du prolétariat peuvent aller dans un sens commun, or les fondements de la société bourgeoise et les interêts des travailleurs sont antagoniques. Pierre Laurent dit donc là que la société capitaliste peut pacifiquement se transformer en société socialiste. Mais le régime socialiste fondé sur la propriété sociale des moyens de production ne peut naitre dans une société fondée sur la propriété privée. Seule la révolution des exploités avec à sa tête la classe ouvrière peut mettre à bas le système capitaliste pour ensuite développer son état prolétarien et ainsi développer une lutte opiniâtre contre les restes de la société bourgeoise, pour à terme arriver au communisme, la société sans classe.

« C'est une révolution chez les communistes de ne plus avoir l'idéal comme horizon !

Je suis animé par le fait de rêver une société, mais ça n'a rien à voir avec définir une société idéale. Je ne crois pas plus au communisme par plans quinquennaux. Le communisme est un mouvement, un chemin de projets partagés, sans cesse remis en discussion. Ce n'est pas une société parfaite à atteindre. » Pierre Laurent.

Avec cette citation, on voit un des nombreux traits du caractère bourgeois du PCF d'aujourd'hui, qui n'a d'ailleurs plus rien de communiste (si ce n'est une poignée de militants et de militantes sincères qui s'obstinent vainement et n'arrive pas à digérer la mort de leur parti). Le PCF est même criminel car il joue de son prestige passé, et de sa lutte heroïque qu'il a mené contre le fascisme durant la seconde guerre mondiale, pour se faire reconnaitre par les ouvriers et ouvrières et leur faire miroiter que leur émancipation se jouera en glissant un bulletin de vote dans l'urne et dans les salons de l'assemblée nationale.

Bien sûr, La Cause du Peuple réserve un droit de réponse à Pierre Laurent si il souhaite approfondir sur sa nouvelle synthèse du 21ème siècle. Nous pensions justement ajouter une rubrique humour à notre journal. ★

A propos de Glucksmann

André Glucksmann est mort. Tous les médias en parlent. Ils le présentent comme le grand défenseur de l'humanisme, une des têtes de file des « nouveaux » philosophes.

Glucksman a été au PCF avant 1956, puis il a rompu, il s'est réclamé du courant maoïste de la Gauche Prolétarienne, puis a participé avec les liquidateurs à la dissolution de la Gauche Prolétarienne en refusant la construction du Parti qui aurait armé la classe ouvrière et lui aurait permis de développer la Guerre Populaire, à un moment ou les contradictions entre la classe ouvrière et la bourgeoisie étaient à un point culminant.

Après la mort de Mao, il met sur le même plan l'URSS de Staline et l'Allemagne hitlérienne, dans « La Cuisinière et le mangeur d'hommes, réflexions sur l'État » et soutient Alexandre Soljenitsyne. Il milite en 1970 en faveur des dissidents de l'URSS et les opposants des pays socialistes. Pour lui, De Gaulle est un héros de la France.

En 1976, il publie dans le journal Le Monde un communiqué demandant la libération d'adultes accusés d'actes pédophiles sur des mineurs de moins de 15 ans.

Dans « Les Maîtres penseurs », en 1977 il est critiqué par les intellectuels de gauche, dont Pierre Bourdieu.

En 1981, André Glucksmann et Bernard Kouchner soutiennent la candidature de Marie-France Garaud à l'élection présidentielle. Elle se fera élire députée européenne en 1999 sur la liste menée par Pasqua et De Villiers.

En 1995 il soutient la reprise des essais nucléaires décidée par Jacques Chirac. André Glucksmann, comme Bernard Henri-Lévy a soutenu l'intervention de l'OTAN en Serbie en 1999.

Grand partisan de l'atlantisme, il défend l'invasion de l'Irak en 2003. Il devient membre du Cercle de l'Oratoire, un groupe de réflexion français « néoconservateur ».

En 2007, il apporte son soutien à Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle.

En 2009, il défend la légitimité de l'intervention des forces armées israéliennes dans la bande de Gaza.

En mars 2011, il pousse à l'intervention militaire contre le régime libyen de Kadhafi. En octobre 2012, il demande une intervention française contre le régime syrien.

Guy Hocquenghem dans son livre, « Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary », révèle les carrières et les trahisons des « repentis » socialistes et gauchistes de mai 1968 à mai 1986, mises en œuvre sous la période Mitterand, dont Glucksmann fait partie.

Glucksmann n'a rien apporté de nouveau mais brandit le drapeau de l'anticommuniste avec ses semblables, Finkielkraut, Bernard Henri-Lévy, Kouchner. Il a servi tout ce le que peuple rejette aujourd'hui. C'est un véritable renégat, un va-t-en guerre pour le compte de la réaction. Il est passé dans les rangs de l'ennemi de classe. Les maoïstes ne l'ont pas oublié.

Le temps étant passé pour qu'il rende des comptes et être jugé par le prolétariat qu'il a trahi, nous irons cracher sur sa tombe. ★

Solidarités

Activités d'autonome au Barricade

Au Barricade, notre local associatif et politique installé à Montpellier, la rentrée a été très animée, permettant d'envisager de manière positive la nouvelle année qui s'annonce. Nous avons insisté sur la solidarité internationale, à travers plusieurs initiatives portant par exemple sur la question des réfugiés, avec la co-organisation d'un rassemblement, ou la solidarité avec une grève ouvrière particulièrement isolée dans un hôtel au Maroc. Que ce soient des sujets connus ou non, médiatisés ou non, il nous semble important de créer des liens dans une perspective de classe, au-delà des frontières et des communautés.

Dans la même optique, le Bloc Rouge a décidé d'organiser une journée d'information sur la guerre populaire en Inde, menée par le mouvement naxalite et le parti communiste maoïste d'Inde. Ce mouvement révolutionnaire très important est encore peu connu en France, et notre organisation travaille depuis des années, en lien avec d'autres groupes dans d'autres pays, à développer l'agitation autour de ce sujet, pour affirmer notre solidarité et mettre la pression au gouvernement indien qui réprime très durement son propre peuple.

Pour cela nous avons choisi de présenter le (long) documentaire Red Ant Dream de Sanjay Kak. Des tables de bouffe étaient organisées, ainsi qu'un stand de livres et de revues très complet, permettant d'approfondir la question ou de se documenter sur d'autres sujets en lien avec le mouvement. Après une courte présentation de la situation en Inde, nous avons projeté le film et discuté avec les quelques personnes présentes, les échanges étant très intéressants. D'autres personnes sont ensuite arrivées pour une soirée plus festive qui a permis d'échanger et de poursuivre les discussions. Cette modeste initiative a contribué à développer un peu plus le soutien à la révolution indienne en France.

Une initiative plus importante a eu lieu le dernier week-end d'octobre en soutien à la lutte au Kurdistan. Co-organisée avec les camarades kurdes, cette soirée a été un vrai succès, le local étant tout à fait plein lors du débat qui a eu lieu la veille des élections en Turquie (un rassemblement avait lieu le lendemain). Nous avons vu que la question kurde mobilise les progressistes et les révolutionnaires au-delà des frontières idéologiques et de la communauté, puisque des camarades de plusieurs nationalités ont participé, amenant des questions importantes comme la stratégie du PYD en Syrie, notamment vis-à-vis d'El Assad. Nous avons pu également récolter des fonds pour les organisations démocratiques kurdes, et développer le soutien à ces luttes, à l'heure où la répression en Turquie se fait particulièrement dure. Après le débat animé, la musique traditionnelle a permis de passer un moment très agréable et de poursuivre encore une fois les discussions engagées.

Nous continuerons tout au long de l'année à travailler à la construction d'une solidarité internationale concrète et enracinée dans les classes populaires sur notre ville. ★



abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre participation au journal est importante :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous !**
(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
lacausedupeuple@gmail.com
lacausedupeuple.blogspot.com